

## Publications économiques et financières



### Conjoncture économique

N°773 / Décembre 2023

## TENDANCES CONJONCTURELLES<sup>1</sup>

### 3<sup>E</sup> TRIMESTRE 2023

#### La confiance des entreprises en berne

##### Nouvelle baisse de l'ICA

Les entreprises interrogées par l'IEDOM expriment à nouveau une baisse de leur confiance au 3<sup>e</sup> trimestre 2023. L'indicateur du climat des affaires (ICA) diminue pour le 2<sup>e</sup> trimestre consécutif. Il s'établit à 91 points, en dessous de sa moyenne de longue période.

Les principales préoccupations des entreprises portent une nouvelle fois sur la gestion de la hausse des coûts des matières premières. Les retards pris au niveau de la reprise de l'activité spatiale participent aussi à la morosité ambiante.

Toutefois, malgré le ralentissement de l'activité, le nombre de défaillances d'entreprises cumulées sur un an diminue significativement (-17,1 %) par rapport au trimestre précédent.

Cette baisse est de 1,7 % en glissement annuel. Les chefs d'entreprise interrogés par l'IEDOM sont également moins nombreux (14,9 % d'entre eux) à craindre une défaillance de leur entreprise sur un an, soit 3 points de pourcentage de moins qu'au trimestre précédent.

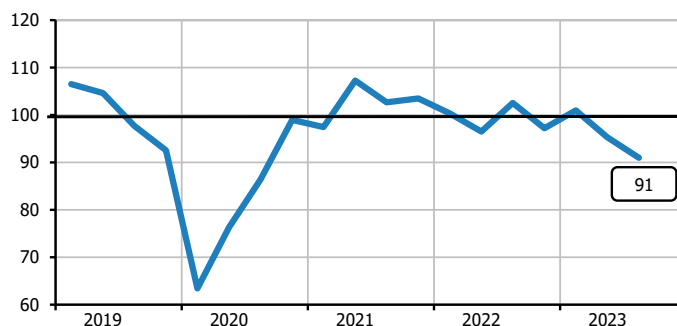
En parallèle, les créations d'entreprises connaissent une légère contraction de 0,7 % sur le trimestre. La tendance reste positive sur un an, avec une hausse de 13,7 %. Cette dynamique est particulièrement marquée pour les créations de microentreprises : +24,7 % sur un an.

##### Faible hausse des prix au 3<sup>e</sup> trimestre

Au cours du 3<sup>e</sup> trimestre 2023, l'indice des prix à la consommation (IPC) progresse de 0,7 % en Guyane. Sur un an, l'IPC est en hausse de 3,5 %. Cependant, ayant atteint un pic au mois d'août, les prix amorcent un reflux au mois de septembre. En France, l'IPC augmente de 0,5 % sur le trimestre et de 4,9 % sur un an.

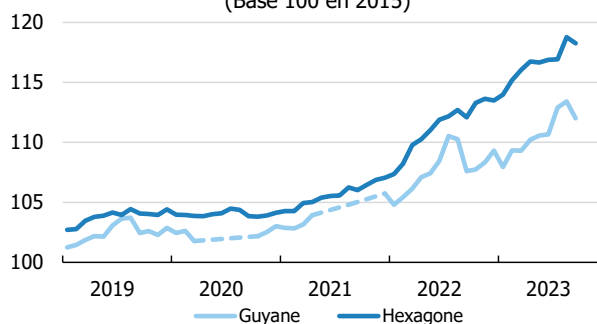
Les différents postes de l'IPC évoluent de manière différenciée sur le trimestre : les prix de l'énergie affichent une augmentation notable de 8,7 % sur le trimestre. La hausse des prix de l'alimentation est plus modérée : +1,1 %. A contrario, les prix des produits manufacturés et ceux des services enregistrent des baisses respectives de 0,3 % et 0,5 %.

Indicateur du climat des affaires en Guyane  
(100 = moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Évolution de l'IPC  
(Base 100 en 2015)



Source : Insee, données mensuelles, IPC hors tabac. Les données manquantes sont en pointillés.

<sup>1</sup> Les données sont désaisonnalisées, sauf celles relatives aux évolutions des encours bancaires et sauf indications contraires.

## Légère baisse de la demande d'emploi

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) diminue légèrement au 3<sup>e</sup> trimestre 2023 (-0,2 %), et reste stable en glissement annuel. Il s'établit à 20 240 personnes.

Plus largement, le nombre de DEFM A, B et C diminue de 0,6 % sur 3 mois. Parmi eux, le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans (19,4 % des DEFM A, B, et C) est en hausse sensible de 14,4 %. Leur progression est cependant plus modérée sur un an (+6,9 %). Pour rappel, cette classe d'âge est sous-représentée chez les demandeurs d'emploi recensés par Pôle emploi, 23 % d'entre eux se trouvant dans le halo autour du chômage en 2022.

Chez les femmes, représentant 60,1 % des DEFM A, B et C, le nombre de demandeurs progresse de 5,7 %.

En parallèle, le nombre d'offres d'emploi durable publiées par Pôle emploi (contrats d'une durée supérieure à 6 mois) bondit de 12,9 % sur le trimestre, s'établissant à 2 360 offres sur le territoire.

Cependant, selon les entreprises enquêtées par l'IEDOM, leurs effectifs se contractent au 3<sup>e</sup> trimestre. Leurs prévisions signalent quant à elle une certaine stabilité pour la fin de l'année.

## Les ménages contraints de limiter leurs achats du quotidien

Le contexte inflationniste continue de peser sur la consommation des ménages. Au 3<sup>e</sup> trimestre 2023, le volume des importations de biens de consommation a diminué de 3 %. Néanmoins, leur montant progresse légèrement : +0,4 %. Dans le détail, la valeur des importations de biens de consommation non durables baisse de 1,6 %, alors que celle des importations de biens de consommation durables progresse de 13 %.

Les ventes de véhicules de tourisme corroborent ce dernier constat, avec une hausse de 10,1 % des immatriculations sur trois mois, malgré un retrait de 4,7 % sur l'année. Les importations d'automobiles affichent des hausses significatives de 31,4 % sur le trimestre et 56,5 % sur l'année. Les crédits à la consommation, principalement utilisés pour les achats de voitures, progressent également : +2,3 % au 3<sup>e</sup> trimestre et +8,8 % en glissement annuel.

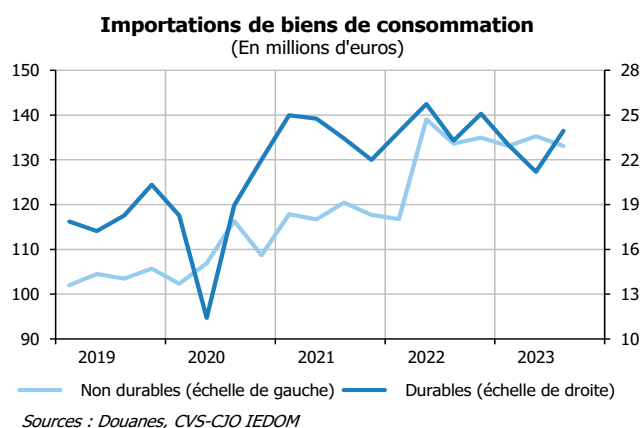
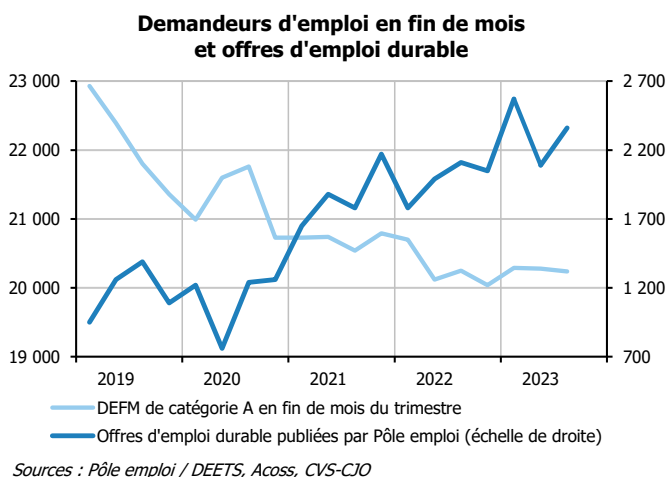
Point de vigilance sur le trimestre, le nombre de dossiers de surendettement déposés à l'IEDOM augmente de 33,3 % sur trois mois et de 23,6 % en glissement annuel.

## Les entreprises reprennent leurs investissements

Les importations de biens d'investissement entament une reprise ce trimestre. Elles progressent de 1,9 % en valeur et de 13,6 % en volume, contre des baisses respectives de 19,1% et 11,4 % au trimestre précédent. Sur un an, elles s'inscrivent également en hausse : +12,3 % en valeur et +22,8 % en volume. Le nombre d'immatriculations de véhicules utilitaires progresse également de 3,5 % sur le trimestre, mais décroît sur un an (-3,5 %).

Les encours bancaires de crédits d'investissement aux entreprises progressent légèrement sur trois mois (+0,2 %) ; leur hausse est plus significative en glissement annuel (+5,8 %).

Malgré ce faisceau d'indicateurs en progression, le solde d'opinion relatif à l'investissement des entreprises se dégrade au 3<sup>e</sup> trimestre, corroborant à nouveau le manque actuel de confiance des entreprises.



## Les échanges de biens avec l'extérieur progressent

Les importations totales progressent légèrement au 3<sup>e</sup> trimestre : +0,5 %, en valeur. Toutefois elles sont en recul de 4,3 % sur un an.

À l'exception des importations de biens de consommation non durables (-1,6 % par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre), toutes les catégories de biens importés sont en hausse. Les importations de biens de consommation durables sont celles marquant la plus forte hausse (+13 %), suivies de l'énergie (+6,7 %) et des biens d'intermédiaires (+5,7 %).

En volume, la hausse globale des importations s'établit à 25,7 % au 3<sup>e</sup> trimestre (+6,9 % sur un an). Cette progression est portée par les biens intermédiaires (+85,9 % sur 3 mois) et plus précisément par une hausse exceptionnelle des importations de ciment non pulvérisé.

Sur le trimestre, les exportations progressent quant à elles de 7,3 % en valeur malgré une chute de 19,6 % de leur volume.

La progression notable des exportations de produits agricoles, sylvicoles et de la pêche ainsi que celles de bois (respectivement +48,8 % et +40,2 % en valeur), permettent de compenser la baisse des exportations d'or (-5,7 %). Pour rappel, ces dernières représentent près de 40 % des exportations de produits en Guyane. En parallèle, le montant des exportations de biens de consommation, très volatile d'un trimestre à l'autre, est en baisse sensible de 50 %.

## Du pessimisme dans la plupart des secteurs

L'activité du **BTP** se stabilise au 3<sup>e</sup> trimestre, alors que les chefs d'entreprise anticipent une contraction pour la fin de l'année. Malgré des carnets de commandes bien remplis et un raccourcissement des délais de paiement, plusieurs éléments défavorables viennent assombrir les perspectives du secteur. En premier lieu, il continue de faire face à une augmentation des coûts de ses fournisseurs. Les défis logistiques persistent également, auxquels s'ajoutent des problèmes structurels de recrutement.

D'autre part, alors que les importations de ciment augmentent, celles d'éléments en métal pour la construction sont en baisse sur le trimestre et l'année (-5,3 % et -8,5 % en volume).

Le **secteur primaire et agroalimentaire** demeure en difficulté. Certains professionnels font part d'une baisse de la consommation locale et des exportations. En conséquence, les stocks sont parfois difficiles à écouler. Le secteur de la pêche accumule par exemple environ 250 tonnes de stock de vivaneau. Selon les représentants du secteur, il est difficile de trouver des marchés.

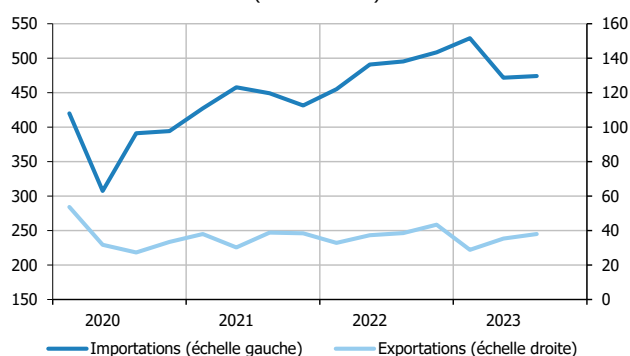
Selon les professionnels interrogés par l'IEDOM, l'activité des **industries locales** (hors IAA) est en hausse. Le montant des exportations de bois progresse notamment de 40,2 % sur trois mois. Toutefois, la filière aurifère a exporté moins qu'au trimestre précédent : -5,7 % en valeur.

L'activité des entreprises du secteur des **services marchands** se dégrade depuis plusieurs trimestres, se situant en dessous de son niveau moyen depuis début 2022. Les trésoreries sont toujours pénalisées par des charges qui s'alourdissent et des délais de paiement qui se rallongent.

Le faible nombre de lancements réalisés cette année au Centre spatial guyanais (le plus bas depuis 2004) fragilise l'écosystème du **spatial**. Seul le dernier lancement du programme Ariane 5 et un lancement Vega sont comptabilisés aux 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> trimestres. Les perspectives d'activité pour le début de l'année 2024 sont faibles, seule une fusée Vega devrait être lancée en avril. Le premier lancement d'Ariane 6, prévu entre juin et juillet et la reprise de Vega-C au 4<sup>e</sup> trimestre sont cependant porteurs d'espoir.

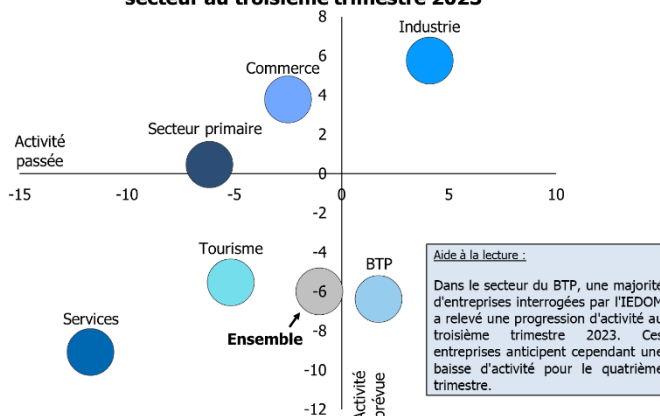
L'activité du secteur du **commerce** se stabilise. De même que pour le trimestre précédent, certains commerçants signalent un fléchissement de la consommation des particuliers, attribué à la perte de pouvoir d'achat liée à l'inflation. Toutefois, les différentes enseignes interrogées par l'IEDOM signalent un tassement des prix de vente.

Importations et exportations totales  
(en millions d'€)



Sources : Douanes, CVS-CJO IEDOM

Soldes d'opinion de l'activité passée et prévue par secteur au troisième trimestre 2023



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Aide à la lecture :  
Dans le secteur du BTP, une majorité d'entreprises interrogées par l'IEDOM a relevé une progression d'activité au troisième trimestre 2023. Ces entreprises anticipent cependant une baisse d'activité pour le quatrième trimestre.

L'activité **touristique** se contracte légèrement au 3<sup>e</sup> trimestre après deux ans de croissance post-Covid. Les charges se sont particulièrement alourdies dans le secteur, obligeant les entreprises à augmenter leurs prix de vente et détériorant par ailleurs leurs trésoreries. Par ailleurs, tandis que le trafic de passagers à l'aéroport Félix Éboué reste stable au 3<sup>e</sup> trimestre (+0,1 %), le nombre de vols décroît de 18,1 %. Cette baisse est en lien avec la liquidation judiciaire d'Air Guyane au mois d'août, qui assurait les liaisons avec les communes de l'intérieur. La desserte n'a été remplacée que partiellement afin de transporter les personnes considérées comme prioritaires, avant que la reprise par un nouvel opérateur ne se matérialise en décembre. Le nombre de nuitées enregistrées reste stable sur trois mois (-0,6 %). Le niveau reste cependant en dessous de celui qui prévalait avant la crise sanitaire (-9 % par rapport à fin 2019).

## La conjoncture internationale et régionale

### LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE MONDIALE RALENTIT DANS UN CONTEXTE D'INFLATION PERSISTANTE

Selon les dernières estimations publiées par le FMI en octobre, la croissance économique mondiale ralentit et devrait s'établir à 3,0 % en 2023 et à 2,9 % en 2024. Alors que la prévision pour 2023 reste inchangée, celle pour 2024 enregistre une baisse de 0,1 point de pourcentage par rapport à celle publiée en juillet 2023. Ce ralentissement est directement lié au recul des services, dont le rattrapage observé au trimestre précédent est ralenti. D'autre part, si l'inflation mondiale devrait continuer de reculer progressivement en s'établissant à 6,9 % en 2023, puis à 5,8 % en 2024, les prévisions ont été révisées à la hausse de respectivement 0,1 et 0,6 point de pourcentage. Le FMI prévoit donc un « *atterrissage en douceur* » pour la plupart des pays bien que, dans leur ensemble, les facteurs influençant la croissance mondiale restent orientés à la baisse.

Aux États-Unis, le PIB a progressé de 1,2 % au troisième trimestre 2023, après une augmentation de 0,5 % au trimestre précédent. Ce dynamisme reflète la hausse des investissements des entreprises sur ce trimestre et la résilience de la consommation privée. Bien que le FMI s'inquiète de l'état des finances publiques, il table sur une progression du PIB de 2,1 % aux États-Unis sur l'ensemble de l'année, soit une révision à la hausse de 0,3 point par rapport aux estimations de juillet.

Dans la zone euro, l'activité se contracte de 0,1 % au troisième trimestre 2023. Ce ralentissement, plus important que prévu, est porté par la dégradation de la conjoncture allemande (le PIB se contracte de 0,1 % au troisième trimestre 2023, après une amélioration de 0,1 % au deuxième trimestre), ainsi que par les taux directeurs encore élevés. Dans la zone, le taux de chômage augmente légèrement et passe à 6,5 %, retrouvant ainsi son niveau du mois de mars, tandis que le taux d'inflation continue de diminuer pour s'établir à 2,9 % en octobre 2023. Selon les prévisions du FMI, l'activité économique pourrait croître de 0,7 % sur l'ensemble de l'année 2023, et de 1,2 % en 2024, soit une révision à la baisse de respectivement 0,2 et 0,3 point par rapport aux prévisions de juillet 2023.

En France, le PIB a enregistré une légère baisse de 0,1 % au troisième trimestre selon l'Insee après une augmentation de 0,6 % au trimestre précédent. Cette décroissance est principalement due aux variations de stocks (-0,2 %) et au commerce extérieur. Les exportations se replient nettement (-1 % après +2,5 %), tandis que les importations sont quasi stables (+0,1 %). Cependant, les hausses de la consommation des ménages (+0,6 %) et de l'investissement (+0,2 %) contribuent positivement à l'évolution du PIB ce trimestre.

Après deux trimestres de forte croissance, le Japon fait face à un recul plus marqué que prévu, le PIB se contractant de 0,5 %. Cette contraction est portée par la fragilité persistante de la demande privée, qui subit encore l'inflation stabilisée autour de 3 %. Les importations ont augmenté de 1 %, dégradant le solde du commerce extérieur. Sur l'année 2023, le FMI anticipe toutefois une hausse du PIB de 2 %, soit une révision à la hausse de 0,6 point par rapport aux estimations de juillet.

Enfin, les pays émergents et en développement pourraient voir leur PIB croître de 4,0 % en 2023, soit le même rythme qu'en 2022. L'activité serait plus particulièrement dynamique en Inde (+6,3 %) et dans une moindre mesure au Mexique (+3,2 %), au Brésil (+3,1 %) et en Russie (+2,2 %). Les prévisions pour la Chine sont à l'inverse révisées à la baisse de 0,2 point en 2023 (5 %).

### RALENTISSEMENT DE LA CROISSANCE EN AMÉRIQUE LATINE ET DANS LES CARAÏBES MALGRÉ DES PRÉVISIONS AMÉLIORÉES

Le FMI a relevé en octobre son estimation de croissance pour l'Amérique latine et les Caraïbes en 2023 à +2,3 % (contre +1,9 % en juillet), en raison d'une croissance plus rapide attendue au Brésil et au Mexique. Le ralentissement par rapport au +4,1 % de l'année dernière serait dû à une normalisation de la croissance, à l'effet de politiques monétaires plus strictes, un environnement externe plus défavorable ainsi que de prix des matières premières plus bas. En 2024, la croissance de la région devrait être de +2,2 %.

Au Brésil, une forte activité dans les secteurs de l'agriculture et des services au cours du premier semestre de 2023 a été à l'origine de la révision à la hausse de la croissance, passant de +2,1 % en juillet à +3,1 % en octobre. Les prévisions d'inflation s'établissent à +5,0 % en 2023 (soit 4,3 points de moins qu'en 2022).

Les principales économies régionales prévoyant une contraction de leur PIB cette année sont l'Argentine, avec une estimation de -2,5 %, et le Chili, avec -0,5 %.

Après avoir atteint +7,8 % en 2022, l'inflation globale dans la région, à l'exclusion de l'Argentine et du Venezuela, devrait ralentir à +5 % en 2023 et à +3,6 % en 2024. Elle revient lentement dans la fourchette cible des banques centrales de la région.

La situation des autres voisins de la Guyane est hétérogène. Au Guyana, après une croissance record de +62,3 % en 2022, celle-ci devrait ralentir à +38,4 % en 2023 et +26,6 % en 2024. Au Suriname, la tendance est inverse, après une hausse de 1 % en 2022, celle-ci devrait progresser à +2,1 % en 2023 et +3 % en 2024. Le Guyana ne verrait la hausse des prix ralentir qu'en 2024 : les estimations s'établissent à +6,6 % en 2023 (soit 0,1 point de plus qu'en 2022) et à +5,5 % en 2024. Le Suriname, quant à lui, subit une inflation beaucoup plus importante : le FMI prévoit +42,7 % en 2023 contre +52,5 % en 2022.

Globalement, malgré la baisse de la croissance et de l'activité, en lien avec le contexte international et la baisse des prix des matières premières, l'emploi et le marché du travail sont en général assez solides dans la région.

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon, Banque mondiale.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : R. ELBEZ — Responsable de la rédaction : D. LAURET  
Rédaction : S. CALVO — Participation aux travaux : S. AUBERT - J. CAPITAINE - L-H. JASON — Éditeur et imprimeur : IEDOM